



Leader de l'investissement privé au Québec
bilan des investissements 2008-2009

Allocution de M. Yvon Bolduc

PDG du Fonds de solidarité FTQ

16 juin 2009

Chambre de commerce de Montréal

(La version lue fait foi)

Merci Monsieur Leblanc.

Mesdames, Messieurs,

Je veux d'abord remercier la Chambre de commerce, pour me donner l'opportunité de m'exprimer sur le rôle crucial que le Fonds de solidarité joue au Québec, surtout en cette période de crise économique et financière.

Ma mère m'a enseigné bien jeune « à *bien faire et laisser dire* ». Désolé maman, mais des fois, bien faire ne suffit pas, il faut aussi dire, et c'est pourquoi je remercie la Chambre de commerce.

Je veux aussi saluer expressément la présence à la table d'honneur de collègues professionnels et de partenaires du Fonds. Votre présence à si court avis me touche sincèrement; merci d'être là.

Et merci enfin, évidemment, à vous tous d'être présents ce midi.

Je vais vous parler du Fonds, de sa pertinence, et du bilan de nos investissements au Québec au cours de la dernière année.

Le Fonds est né de la crise économique durant les années 80. On a passé d'autres crises économiques au cours des 25 dernières années, et on est familier avec le contexte difficile que traverse aujourd'hui l'économie québécoise; par contre grâce à cette expérience, on sait comment faire face à la musique.

En ces temps de récession où les capitaux sont rares, une source de capital patient comme le Fonds de solidarité, je pense que c'est un atout précieux.

Le Fonds de solidarité, c'est le plus gros investisseur en capital de développement et en capital de risque au Québec; et au moment où l'économie du Québec en avait le plus besoin, eh bien pour l'année 2008-2009, le Fonds a engagé dans l'économie québécoise un montant de 1 milliard 350 millions de dollars, dont 500 millions sont reliés à l'effort spécial consenti à l'intérieur du dernier budget, et ça, ça représente 280 transactions à travers tout le réseau du Fonds.

Je dis toujours que le Fonds offre du capital patient, mais ce capital il est aussi complémentaire. Le Québec possède un écosystème financier complet où toutes les institutions financières ont un rôle important à jouer. Le Fonds apporte du capital non garanti et subordonné à celui des banques, et agit donc souvent comme catalyseur à un montage financier. C'est ce que j'appelle l'effet multiplicateur et rassurant qui favorise la mise en place d'un plus grand nombre de montages financiers.

C'est grâce au crédit d'impôt qu'on peut prendre ce positionnement dans le marché, et on le voit en cette période où les liquidités se font rares, notre intervention a été cruciale pour l'avenir de plusieurs entreprises.

Donc, on ne travaille pas seul. Nous pensons, en effet, qu'il est essentiel pour le Québec – une économie relativement petite par rapport au reste de l'Amérique du Nord – de travailler en collaboration avec tous les intervenants financiers du Québec, que ce soit la Caisse de dépôt, la SGF, Investissement Québec, la BDC, les banques ou autres acteurs financiers, comme GE Capital par exemple.

Parce que si nous voulons comme société tirer notre épingle du jeu face à la concurrence mondiale, c'est seulement en se serrant les coudes et en utilisant de façon optimale tous nos leviers financiers que nous y arriverons.

Les défis sont énormes et la récession fait encore rage, et c'est précisément pour cette raison que nous nous sommes associés à la Société générale de financement dans la gestion du Fonds de relance de 500 millions qui a été annoncé lors du dernier budget provincial. Ce sera un outil essentiel pour assurer le soutien aux entreprises viables qui pourraient manquer de liquidités ou de capitaux.

Mais il faut aussi regarder en avant; la reprise viendra à coup sûr et il faudra être prêt. Ma conviction c'est qu'une bonne part de notre futur économique passera par ce qu'on appelle la nouvelle économie : les biotechs, les sciences de la vie, les logiciels et les technologies de l'information, y compris le secteur manufacturier à haute valeur ajoutée.

C'est pour cela qu'au cours des derniers mois, le Fonds, le gouvernement du Québec et la Caisse de dépôt sont devenus partenaires dans Teralys Capital, un important fonds de capital de risque technologique. Ce fonds investira 825 millions \$ dans d'autres fonds de capital de risque dédiés à la nouvelle économie.

Cela ne veut pas dire que le Fonds se retire comme investisseur direct dans la nouvelle économie. Mais notre action se veut aussi structurante à long terme pour l'industrie du capital de risque au Québec.

Plusieurs nouveaux fonds de capital de risque ont été créés, et il faut leur donner la chance de se recapitaliser à nouveau. Nous sommes convaincus que le Fonds Teralys sera une pièce maîtresse du succès à long terme de notre industrie.

Le Fonds de solidarité, c'est vous tous

S'il est vrai que le Fonds fut à l'origine né de la vision de Louis Laberge, c'est maintenant une institution qui nous dessert tous.

Parmi les 575 000 actionnaires du Fonds, on trouve des enseignants, des infirmières, des jeunes et des *babyboomers*, des journalistes aussi, et 58 % de travailleurs syndiqués. Le Fonds est ouvert à tous les citoyens, et c'est un des seuls abris fiscaux facilement accessibles à Monsieur et Madame tout le monde. Pour des centaines de milliers de nos actionnaires, le Fonds est le premier, voire le seul REER qu'ils détiennent.

Mais le Fonds n'est pas réservé qu'aux travailleurs syndiqués, ni même un instrument de syndicalisation. Les entreprises dans lesquelles le Fonds investit ne sont pas plus susceptibles de se syndicaliser que d'autres.

Un autre rôle important du Fonds dans sa mission originale, c'est la formation économique des travailleurs. Comprendre l'importance des profits, de la productivité et du réinvestissement dans les équipements, ça change les attitudes, et quand le management, de son côté, réalise que c'est en faisant appel à l'intelligence des travailleurs et en leur faisant confiance qu'on trouve des solutions créatives aux défis d'entreprises, eh bien c'est tout le monde qui y gagne.

Le Fonds, c'est près de 1900 entreprises partenaires, dont 68 % sont des entreprises avec moins de 50 employés. C'est aussi plus de 126 000 emplois sauvegardés, créés ou maintenus.

Eh bien, c'est pour ça que je me lève chaque matin : pour le bien que le Fonds fait directement et indirectement dans l'économie du Québec.

C'est pour ça que le crédit d'impôt que les gouvernements nous accordent, ce n'est pas une dépense mais bien un investissement que les deux paliers de gouvernement récupèrent en moins de 3 ans, à travers l'activité économique additionnelle que nos investissements génèrent.

Un *payback* en-dedans de trois ans c'est un bon deal ça!

Depuis 2004, le Fonds de solidarité a investi plus de 4,2 milliards de dollars, dont le quart dans les entreprises de la nouvelle économie, et la moitié à l'extérieur de la région métropolitaine. Là-dessus, en passant, je vous rappelle que la construction ne représente que 2 % des actifs du Fonds et l'immobilier que 5 %.

Le Fonds soutient aussi de grandes entreprises québécoises comme Transat, Transcontinental, Manac, SSQ Groupe financier, Transforce, Cogeco et l'Industrielle

Alliance. Son rôle, je le pense bien humblement, a été un rôle-clé dans cette période de crise du crédit.

Au cours des dernières années, par ses investissements, ses programmes de formation et ses conseils, le Fonds a permis autant de rapatrier des activités américaines au Québec (comme dans le cas de Labrie, de Madvac et de Montrusco par exemple), que d'aider des entreprises québécoises à se lancer à la conquête des marchés étrangers (comme Stella Jones et Groupe CVTech).

Comme on le sait, le Québec a une population vieillissante et c'est vrai aussi pour nos entrepreneurs. Donc, un de nos grands défis de société sera de favoriser la propriété et le contrôle de nos entreprises ici au Québec. Ça explique, entre autres raisons, nos discussions non exclusives avec les différents groupes québécois intéressés par le rachat des Canadiens.

Au-delà des inquiétudes qui se vivent à court terme par des employés en lock-out, et qui se traduisent par des émotions vives qui se comprennent sur le plan humain, notre conviction c'est que la présence du Fonds dans cette transaction sera bénéfique pour nos actionnaires et tous les Québécois dans une vision à long terme.

Au-delà des débats idéologiques que nous pouvons avoir sur le sujet du contrôle des entreprises, bien sûr, je crois qu'il est sage de favoriser le transfert de nos entreprises à de la relève familiale ou managériale au Québec. C'est bien d'en parler, mais encore faut-il avoir des solutions adaptées. Et grâce à notre approche Solution Transfert PME, nous avons à ce jour plus de 30 transactions de cette nature à notre actif.

Afin de soutenir nos entrepreneurs, le Fonds est devenu au fil des ans un carrefour de connaissances, de ressources et de contacts au profit des entreprises du Québec. Ainsi, en matière de formation aux gestionnaires, le Fonds s'est associé à des programmes prestigieux pilotés par l'Institut de la gouvernance des organisations publiques et privées, par les HEC Montréal et aussi par la *Sloan School of Management* du MIT. Dans ce dernier cas, il s'agit de programme destiné aux gestionnaires du domaine des technologies de l'information.

Le Fonds contribue donc beaucoup à l'économie et à la société québécoise, mais il le fait aussi de façon rentable, efficace et rigoureuse.

Le Fonds, c'est efficace, transparent et rigoureux

En dépit de son infrastructure importante pour investir auprès des PME et de son vaste réseau de service à la clientèle, le Fonds ne coûte pas cher à ses actionnaires. Nos frais de gestion se situant nettement sous la barre des 2 %, nous placent parmi les premiers de classe dans ce domaine au pays.

Toutefois, l'efficacité et la rigueur ne passent pas que par le contrôle des coûts. Il faut aussi porter une attention aux risques et aux processus.

Au fil des années le Fonds s'était doté de pratiques qui répondaient aux besoins du temps.

La direction du Fonds, ainsi que tous les membres du conseil d'administration (dont certains nous font l'honneur d'être présents aujourd'hui, et je me permets de les saluer), sont tous d'avis, et ce de façon unanime, qu'avec le crédit d'impôt offert à ses investisseurs, le Fonds de solidarité doit être absolument au-dessus de toute perception négative et d'apparence de conflit d'intérêt. Nous le devons aux Québécois, nous le devons à nos actionnaires et à nos partenaires.

En conséquence, nous avons récemment modernisé notre gouvernance. Nous avons formé un comité indépendant chargé d'examiner la conformité de nos processus d'évaluation de nos entreprises privées en portefeuille, le tout en conformité avec les nouvelles règles prévues par l'Autorité des marchés financiers.

De plus, les filiales immobilières du Fonds connues sous le nom de SOLIM, et tous les comités décisionnels d'investissement du Fonds sans exception, sont dorénavant composés d'une majorité de membres indépendants à la fois de la FTQ et de la direction du Fonds.

Le conseil d'administration a également, à l'unanimité, adopté une manière plus rigoureuse d'appliquer le code d'éthique qui sera dorénavant supervisé par le comité de vérification, et qui s'appliquera à toutes les filiales du Fonds.

Conclusion

Le Québec, tout comme le reste de l'économie mondiale, fait face à d'énormes défis.

Rares sont ceux qui pensent que nous sommes au bout de nos peines.

De plus, je pense – si je peux me permettre une opinion personnelle – que le monde a changé et changera profondément en conséquence de cette crise, et le rôle du Fonds dans ces changements continuera d'être important.

Il y a une chose qui est difficile à mesurer, mais qui est indéniable : c'est l'impact social du Fonds sur les attitudes non seulement des travailleurs, mais sur le monde des affaires et la population en général. Tout de même j'aimerais partager quelques chiffres avec vous.

En 1983, lorsque le Fonds a été créé, le nombre de jours-personnes perdus au Québec en raison des conflits de travail était de 2,4 millions. En 2007, ce nombre avait chuté à 186 404.

Bien sûr plusieurs facteurs sont en cause, mais le rôle du Fonds n'est certainement pas étranger à ces nouvelles attitudes. Une des conséquences de l'action du Fonds est de privilégier la recherche de solutions plutôt que de conflits, de mettre de côté le dogmatisme improductif pour favoriser le dialogue et le rapprochement, et de favoriser la recherche de compromis raisonnables où tous y trouvent leur compte.

Je pense sincèrement que ce dont nous avons besoin comme société pour se sortir de cette crise financière et économique, c'est justement de ce type d'attitude et de comportement. Oui, débattons, mais le temps est à l'action, prudente certes, mais courageuse, déterminée et concertée !

Mon message en est un de coopération, d'écoute, de respect et, oui, de solidarité; pas juste entre les travailleurs mais entre tous les acteurs de notre société québécoise.

Le Fonds continuera résolument à jouer son rôle dans l'écosystème financier du Québec en offrant, comme j'ai dit, un capital patient, complémentaire, rassurant et multiplicateur.

Après 25 ans, Le Fonds fait partie de notre ADN, et il le restera longtemps, car nous avons pris toutes les mesures pour mériter votre confiance, que ce soit par la qualité de nos gens – dont je salue la compétence, le dévouement et l'engagement –, la probité de nos processus et la compétitivité de nos résultats.

Merci.